REPORTAGE
La Botola au féminin

SOMACA
La traversée du désert

N° 626 DU 27 JUIN AU 3 JUILLET 2014

TELQUEL

20 DH. 3,5 €

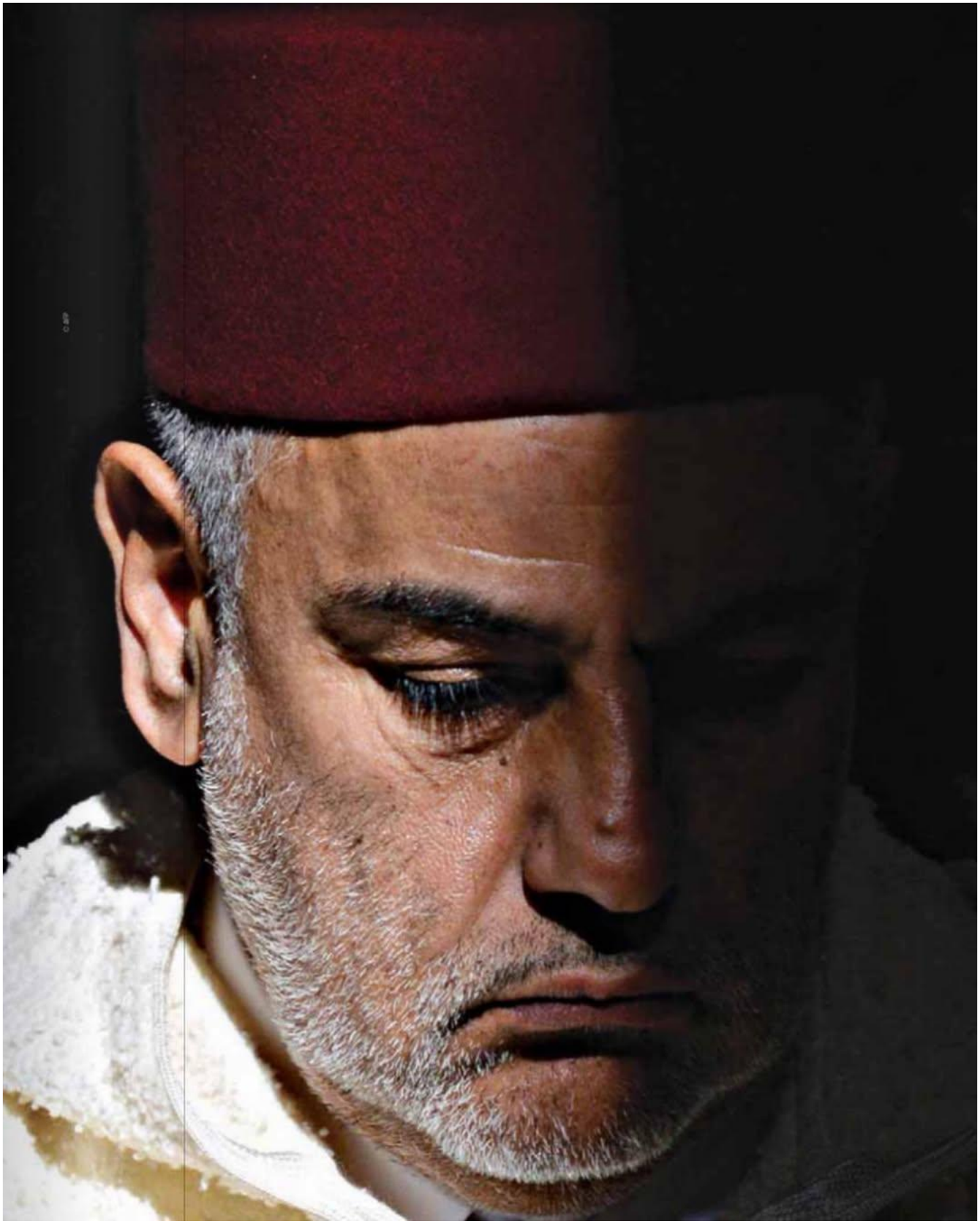
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : ABDELLAH TOURABI

www.telquel.ma

CONSERVATEURS CONTRE MODERNISTES

LA GUERRE DES VALEURS

2028 914003



PAR ABDELLAH TOURABI @Atourabi

Polémique
LA GUERRE DES VALEURS

Politique. Depuis quelques semaines, les dirigeants du PJD reviennent fréquemment sur la question des valeurs et de l'identité nationale et religieuse du pays. Comment expliquer cette stratégie et pourquoi maintenant ?

Médias. Dans la guerre des valeurs, le contrôle des médias, et notamment l'audiovisuel public, représente un enjeu majeur.

Monarchie. En se situant au-dessus du conflit et en tenant un discours qui satisfait les deux camps, conservateur et moderniste, la monarchie se présente comme un arbitre, renforçant ainsi son poids politique.

La manifestation du 12 mai 2000, contre la réforme de la Moudawana, a démontré la force du camp conservateur au Maroc.

Mercredi 14 mai 2014, à la Chambre des Conseillers. Mustapha El Khalfi, mine décontractée et coude sur le pupitre, expose aux parlementaires le résultat d'une étude préparée par son département. Selon le ministre de la Communication, les résultats de cette étude, qui porte sur les valeurs promues par les médias au Maroc, sont *« douloureux et choquants »*. Principaux médias visés : les chaînes de télévision. *« On s'aperçoit, à partir de cette enquête, que les valeurs véhiculées par ces médias vont dans un sens, et les valeurs nationales, religieuses et morales qui ont été au fondement de cette nation, se situent dans un autre sens »*, entonne El Khalfi. Enième pique adressée par le ministre de la Communication aux responsables de l'audiovisuel public. Sauf que cette fois, l'ancien patron du journal *Attajdid* change son fusil d'épaule et attaque frontalement les chaînes de télévision sur le terrain des valeurs, et non sur celui de la « bonne gouvernance » ou la transparence dans la gestion, comme c'était souvent le cas. Un changement de ton qui est loin d'être fortuit.

Quelques semaines plus tard, même lieu, même registre rhétorique, mais un nouvel intervenant. Cette fois-ci, c'est le Chef du gouvernement qui prend la parole devant les membres de la deuxième chambre. Abdelilah Benkirane défend les choix de son gouvernement en matière de politique familiale. Il évoque longuement la situation précaire des veuves, les délais des congés maternité et la situation difficile de millions de femmes. Des déclarations qui ne peuvent que faire l'unanimité, même au sein de son opposition la plus farouche. Mais au milieu de cet exposé, Benkirane fait une digression sur le travail de la femme et étale sa conception d'un « âge d'or » de la famille marocaine. Le patron du PJD pointe du doigt des *« valeurs étrangères »* qui risquent de détruire l'identité nationale et faire imposer le modèle familial marocain. A l'instar de son ministre de la Communication, le Chef du gouvernement s'attarde sur la question des valeurs et les menaces qui guettent l'identité marocaine. Les déclarations de Benkirane et El Khalfi ne passent pas inaperçues et suscitent une levée de boucliers au sein du camp des « modernistes » et « progressistes ». Ces derniers n'ont pas de mots assez durs pour critiquer Benkirane, son gouvernement et le PJD en leur prêtant l'intention de plonger le pays dans les abîmes de l'obscurantisme. La guerre des valeurs est de retour au Maroc. Après un long intermède, où les dirigeants du PJD évitaient soigneusement le débat sur l'identité nationale et religieuse du pays, les voilà qui se replacent à nouveau sur le terrain mo-

LA SOCIÉTÉ EST TIRAILLÉE ENTRE DEUX MODÈLES EN CONCURRENCE

Sit-in devant le parlement, le 24 juin, pour protester contre les propos du Chef du gouvernement sur le travail des femmes.

© AFP

ral. Pourquoi maintenant ? Et surtout, comment expliquer cette tension récurrente autour de la question des valeurs ?

Un conflit d'identité

C'était il y a 14 ans. En ce dimanche 12 mai 2000, le Maroc semble divisé en deux camps, symbolisés par deux villes : Casablanca et Rabat. A l'origine du conflit, un projet de réforme de la Moudawana proposé par le gouvernement de Abderrahmane Youssoufi et inséré dans un plan ambitieux d'intégration de la femme au développement. Dans les boulevards de la capitale économique, une centaine de milliers de manifestants, mobilisés par une alliance d'islamistes, d'ouléma et d'intellectuels conservateurs, marchent pour dénoncer le projet gouvernemental. Au même moment à Rabat, une autre marche, moins imposante, défile pour exprimer son soutien aux réformes proposées. On découvre alors, au début du règne de Mohammed VI, deux Maroc qui s'affrontent et se disputent autour du modèle de société qu'ils souhaitent adopter. Le premier modèle est conservateur, édifié autour de la tradition, la famille et la primauté de la communauté, et le second, moderniste, séculariste et qui met l'individu et sa liberté au cœur de toute construction sociale. Deux camps qui n'ont cessé, depuis, de se toiser et se défier. La société est tiraillée entre les deux modèles et les Marocains expriment cette situation à travers des comportements et des choix qui virent parfois vers une forme de schizophrénie culturelle et identitaire. *« C'est le résultat du caractère double de l'Etat marocain, qui se présente à la fois comme traditionnel et moderne. On se contente d'un va-et-vient entre les deux mondes au lieu de trancher et choisir entre la modernité ou le retour à la tradition »*, estime Ahmed Assid, intellectuel et militant. Les arbitrages se font entre deux référentiels, deux visions du monde, qui s'opposent parfois, allant jusqu'à produire des actes contradictoires. *« On peut trouver un mari qui accepte que sa femme travaille à l'extérieur et profite même de son salaire, mais qui refuse que des lois donnent à cette même femme plus de droits. Idem pour des femmes qui s'habillent à l'occidentale, mais tiennent des raisonnements d'un grand conservatisme. Ce sont des attitudes complètement schizophrènes »*, ajoute Assid. L'incapacité à trancher pour un modèle ou un autre et les mutations de la société font que la question des valeurs est un motif de tension et de polarisation. Pour Hassan Tariq, universitaire et député de l'USFP, *« la société marocaine est en pleine transformation et est tiraillée entre des référentiels portés par des des formations politiques et des partis différents. Le clivage sur les valeurs structure profondément la vie politique dans notre pays »*. Un avis que ne partage pas Abdelali Hamieddine, politologue et dirigeant du PJD : *« Le débat politique ne peut pas être réduit à des questions d'identité et de valeurs. C'est un faux débat. Les divergences portent essentiellement sur des choix politiques, économiques, sociaux et culturels. Le débat politique doit porter sur ces grandes orientations. Quant aux questions identitaires et morales, la société marocaine est suffisamment intelligente pour les régler d'une manière sage et pondérée »*.

LA GUERRE DURE DEPUIS TROIS ANS

Depuis l'arrivée au gouvernement des islamistes, les polémiques se suivent sur des questions de société. Les mêmes acteurs, ou presque, se retrouvent d'une affaire à l'autre. Florilège.

JUIN 2011

Débat autour de l'inscription de la liberté de conscience dans la nouvelle Constitution. Les partis conservateurs s'y opposent. La Constitution adoptée restera floue sur la question et laissera le champ libre aux interprétations.

MARS 2012

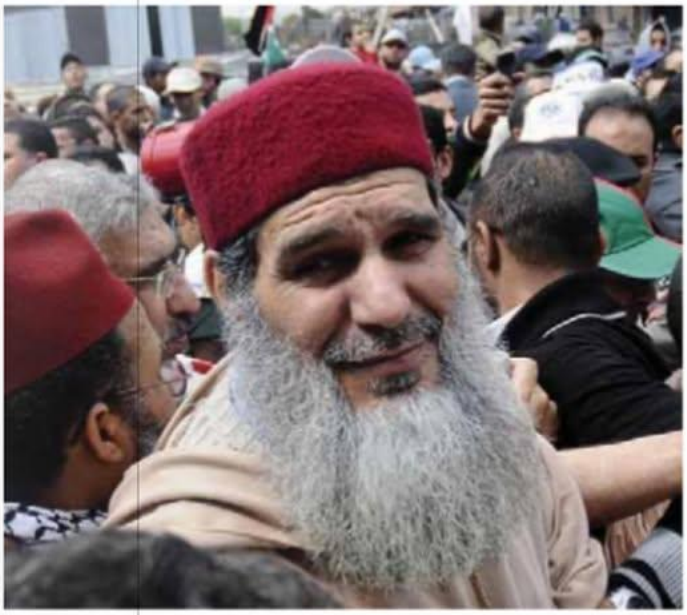
Après le suicide d'Amina Filali, victime de viol et mariée de force à son agresseur, mobilisation contre l'article 475 du Code pénal qui permet à un violeur d'échapper à la prison en cas de mariage avec sa victime.

AVRIL 2012

Sur les ondes d'une station radio, le ministre Mohamed Najib Boulif expose sa vision de l'«art propre». La polémique est très vive et les artistes se mobilisent pour défendre la création libre.

JUIN 2012

Des professionnels du tourisme s'inquiètent de la proposition de certains députés d'interdire les publicités pour l'alcool.



Le salafiste Mohamed Fizazi a fait des valeurs sa marque de fabrique.

Le PJD place les valeurs au centre de son discours électoral.

Un argument électoral

La tension entre les deux camps, moderniste et conservateur, s'est accentuée avec l'arrivée au gouvernement du PJD, fin 2011. Une suspicion, fondée ou pas, planait sur le projet politique des islamistes et leur volonté d'imposer un ordre moral puritain au Maroc. Au début de son mandat, le PJD faisait un grand effort pour rassurer les élites modernistes du pays, mais aussi l'opinion publique internationale. Abdelilah Benkirane et ses « frères » axaient leur discours essentiellement autour des réformes, l'application de la Constitution et la décapitation de l'hydre de la corruption. Pour eux, il ne fallait pas prêter le flanc à la critique, en abordant les questions religieuses et morales, et éviter à tout prix un conservatisme excessif dont le coût politique serait trop élevé. Même quand Mohamed Najib Boulif évoque sa vision de l'« art propre », aux premiers jours du gouvernement Benkirane, le ministre islamiste rétropédale et se livre à une exégèse de ses propres propos. Mais cette stratégie apparaît désormais comme obsolète. Le PJD revient sur le terrain des valeurs, qu'il maîtrise bien, et qui a fait sa force quand il était dans l'opposition. Car entretemps, le Chef du gouvernement et son équipe arrivent à mi-mandat, et les élections régionales et municipales pointent

PROGRESSISTES

UN CAMP DISPARATE

Si les conservateurs ne sont pas complètement unis, on peine à accoler un adjectif au camp qui s'oppose à eux. Souvent, les concernés se définissent comme «progressistes». Des progressistes que l'on retrouve à gauche bien sûr, comme Nabila Mounib, ou issus du mouvement amazigh, mais aussi chez les libéraux et jusque dans des cercles influents, bien loin de l'image de l'opposant classique. Un fait qui n'étonne pas Ahmed Assid, intellectuel et militant, qui s'apprête à publier un livre sur la guerre des valeurs. *«Des gens ont peur pour leurs libertés et se liguent contre les islamistes. Cette opposition aux conservateurs risque de dessiner un nouveau champ politique dans les années à venir»*, estime-t-il. Quitte à former des alliances contre-nature ? *« En effet, il peut être étonnant de voir des gens réputés proches du pouvoir et des opposants signer les mêmes pétitions ou participer aux mêmes marches. Mais l'offensive sur les libertés individuelles et l'aspect scandaleux de certaines déclarations des islamistes peuvent expliquer ce besoin de se regrouper. D'autre part, il ne faut pas oublier que le régime a, au Maroc, deux faces : l'une conservatrice et l'autre progressiste. Cette dernière peut être utilisée pour combattre les islamistes »*, poursuit Assid. Quant à savoir quelle force pourrait servir d'incubateur à ces différentes tendances, le PAM paraît bien positionné. *«Le PAM avait un péché originel : avoir été créé à l'ombre du régime. Mais en remportant des sièges lors d'élections que personne n'a contestées, il s'est blanchi et pourrait même devenir un réceptacle important pour des personnes voulant s'opposer aux islamistes»*, pronostique Assid. *«Le risque est grand pour nous de voir des sympathisants nous quitter pour des libéraux ou des supporters d'une monarchie exécutive. Pour la gauche, il serait encore plus dangereux de céder à la tentation d'une alliance de circonstance»*, s'inquiète de son côté un membre du PSU. Le bras de fer autour des valeurs rebat ainsi les cartes politiques et chacun peut y gagner... ou y perdre. ■

Un bras de fer oppose le ministre de la Communication aux responsables de l'audiovisuel public.

à l'horizon. « *Le timing est important pour comprendre le retour au discours sur les valeurs chez les dirigeants du PJD. En ce moment, on est dans une phase purement électorale. Le PJD doit donc rassurer ses bases et, surtout, son aile prédicatrice. Il ne faut pas oublier que ce parti n'est pas seulement porteur d'un projet politique et économique, mais il est aussi porteur de tout un projet moral* », commente Hassan Tariq. Prévues en 2015, ces échéances sont importantes pour le PJD, qui a toujours souhaité prendre la direction de grandes villes, notamment Casablanca, et démontrer que ses cadres sont capables d'assurer une gestion locale vertueuse. Le modèle de l'AKP turc à la tête de la mairie d'Istanbul est souvent cité en exemple par les élus islamistes marocains. En insistant lourdement sur les valeurs morales et les problématiques de l'identité religieuse et nationale du Maroc, le PJD entre déjà en précampagne électorale. Une manière habile de détourner le débat sur le bilan actuel du gouvernement et contourner les critiques sur ses performances. « *Le PJD et le MUR, sa base idéologique, ont besoin de se positionner sur le plan électoral et par rapport à leur clientèle* », explique Driss Ksikes, écrivain et chercheur. Dans cette stratégie, les médias publics sont une cible de prédilection pour le parti islamiste.

Qui contrôle les médias ?

François Truffaut disait que « *tout le monde a deux métiers : le sien et critique de cinéma* ». Pour paraphraser la formule du réalisateur français, on peut dire qu'au Maroc tout le monde a trois métiers : le sien, commentateur sportif et directeur de programmes d'une chaîne de télévision. Dans un pays où la moyenne de consommation de la télé dépasse 3 heures et demie par jour, on peut se faire aisément une idée et un avis sur les programmes diffusés sur les chaînes nationales. En portant leurs critiques sur les valeurs véhiculées par les médias publics, les dirigeants du PJD ne prennent aucun risque auprès de leur base électorale. Ils reprennent ainsi un grand classique de la rhé-

LE PJD REVIENT SUR LE TERRAIN DES VALEURS QU'IL MAÎTRISE BIEN ET QUI A FAIT SA FORCE QUAND IL ÉTAIT DANS L'OPPOSITION

JUIN 2012

Le prédicateur Abdellah Nahari s'en prend à Mokhtar Larhzioui, rédacteur en chef du quotidien *Al Ahdath Al Maghribia*, après que celui-ci a défendu la lutte pour les libertés individuelles.

JUILLET 2012

L'Association marocaine des droits humains (AMDH) propose l'abrogation de l'article 490, qui pénalise les relations sexuelles en dehors du mariage.

AOÛT 2012

Adoption d'un nouveau cahier des charges de l'audiovisuel, après le bras de fer entre les islamistes et des représentants de la chaîne 2M, au sujet , entre autres, de l'espace dédié à chaque langue et de l'interdiction des publicités pour les jeux de hasard.

MAI 2013

Le député PJD Abdelaziz Aftati s'en prend au festival Mawazine et à la tenue vestimentaire de la chanteuse Jessie J.

OCTOBRE 2013

Polémique après l'arrestation de deux adolescents qui ont posté une photographie où ils s'embrassent devant leur lycée à Nador. Un «kiss-in» à Rabat est perturbé par des baltajis avant que les jeunes ne soient acquittés quelques semaines plus tard.

PJD

LES PHRASES DE TROP

Bourdes, lapsus révélateurs ou petites piques savamment lâchées pour s'assurer d'occuper l'espace médiatique ? Ce sont parfois quelques mots qui ont déclenché des polémiques, voire des mobilisations.

MUSTAFA RAMID
«Des gens du monde entier viennent pour y passer beaucoup de temps à commettre des péchés et s'éloigner de Dieu», à propos de Marrakech, en avril 2012.

MOHAMED NAJIB BOULIF
« Art propre ». Telle est la notion que Najib Boulif s'est plu à faire découvrir aux auditeurs sur les ondes en juin 2012, provoquant un véritable tollé et nombre de réactions dans le monde de l'art.

LAHBIB CHOUBANI
«Votre tenue vestimentaire n'est pas appropriée dans cette respectueuse institution». C'est par cette phrase que le ministre des Relations avec le parlement et la société civile a congédié une journaliste de l'hémicycle, en avril 2014.

MUSTAPHA EL KHALFI
«Voulez-vous transformer le Maroc en bordel mexicain?». En s'exprimant de la sorte au parlement, le 3 juin dernier, pour signifier son mépris à l'égard des séries mexicaines, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement n'a pas seulement outré les progressistes : il a même provoqué l'indignation...du Mexique.

ABDELILAH BENKIRANE
«Vous qui êtes là, vous avez été éduqués dans des maisons où il y avait des lustres. Ces lustres étaient vos mères». C'est ainsi que le Chef du gouvernement a récemment plaidé en faveur de la place de la femme au foyer, devant le parlement.

torique islamiste, qui désigne les médias comme outil de perversion et de dénaturation de l'identité musulmane. Avec une grande habileté, le PJD évacue tout le discours complotiste sur la mainmise des « sionistes » et des Occidentaux sur les médias, très présent dans la littérature islamiste, et affine son analyse. La cible serait donc un lobby francophone et moderniste (hizb França), qui vise à vider l'identité marocaine de son essence nationale et religieuse. Le moindre baiser dans un programme de télévision est scruté et montré du doigt comme un exemple de cette dérive. C'est dans cette optique que l'on peut comprendre la sortie de Mustapha El Khalfi sur « le bordel mexicain », pour qualifier certains programmes diffusés sur les chaînes publiques. *« Il est naturel de critiquer les médias et que le public évalue leur contenu à travers différents critères, parmi lesquels l'élément moral. Mais un acteur politique ne doit pas faire de ce débat une priorité et il doit rester vigilant sur ces questions. Un homme politique n'a pas pour fonction de donner des leçons de morale aux gens »*, tempère Abdelali Hammiedine. Le contrôle des médias devient alors l'un des enjeux les plus importants dans cette guerre des valeurs. Pour Ahmed Assid, la vigilance doit être de mise à l'égard d'*« une islamisation des médias »*. Selon lui, *« le fait qu'un ministre du PJD s'occupe des médias explique la peur d'une*

NOVEMBRE 2013

Le publicitaire et acteur associatif Noureddine Ayouch propose l'introduction de la darjia comme langue d'enseignement. L'opposition à sa proposition est forte : des élus du PJD ainsi que l'intellectuel Abdellah Laroui déconstruisent son propos.

DÉCEMBRE 2013

Montée au créneau des associations féministes contre la ministre Bassima Hakkaoui au sujet de l'adoption d'une loi contre les violences faites aux femmes, qu'elles jugent incomplète.

DÉCEMBRE 2013

Driss Lachgar, après un discours en faveur de l'égalité dans l'héritage devant un parterre de femmes ittihadies, est vilipendé par le cheikh Abou Naïm qui l'excommunie.

MAI 2014

La députée PJD Amina Maa Elaïnine s'en prend aux personnalités de la société civile qui ont mis en ligne le même mois une vidéo en faveur de la dépénalisation de l'homosexualité.

JUIN 2014

Devant le parlement, le président du CNDH, Driss El Yazami, plaide pour l'abolition totale de la peine de mort. Le ministre Mustafa Ramid s'y était opposé quelques semaines auparavant.

mainmise des islamistes sur cet outil. Le Makhzen, qui contrôle les médias actuellement, permet quand même l'existence d'une marge de liberté afin de réguler les tensions. Mais le danger d'une mainmise islamiste est la possibilité d'un retour en arrière ». L'intellectuel et militant amazigh exprime en ces termes l'angoisse d'une frange moderniste par rapport à une domination conservatrice sur la société marocaine. Une peur qui fait l'affaire d'un troisième acteur, qui se place comme arbitre : le roi.

Avec l'adoption du Code de la famille en 2004, le roi a répondu aux demandes des modernistes, sans mécontenter les conservateurs.
© AFP

L'ombre de la monarchie

Ni conservatrice ni moderne, la monarchie a toujours su tirer profit de cette dichotomie pour se présenter comme ultime recours pour tous les camps qui s'affrontent sur le terrain des valeurs. Une image est particulièrement symbolique : celle du roi en mars 2004, posant devant le perron du parlement, habillé en jellaba blanche et entouré de femmes élues, tout sourire, après l'adoption du nouveau Code de la famille. Pour le camp progressiste et moderniste, il s'agissait d'une avancée sociale et juridique réalisée grâce à la monarchie. Tandis que pour les conservateurs, il s'agissait d'une réforme qui a été faite dans le respect de la tradition et des textes religieux. Une partie où c'est l'arbitre qui sort vainqueur. *« Le jeu du pouvoir monarchique est de bénéficier de cette situation en tant qu'alternative. Puisque les différents partis n'arrivent pas à s'entendre et à trouver un consensus, le roi se situe comme ultime recours, avec le risque et la possibilité de renforcer une monarchie absolue »*, commente Assid. C'est dans cette logique que salafistes et laïcs, PJD et PAM, modernistes convaincus et conservateurs déterminés se retrouvent tous sous l'aile protectrice du roi. ■